

Couverture médiatique du conflit Israël-Gaza dans les pays d'opération de GTTO



Produit par

David Tuller - Membre senior en santé publique et journalisme à l'Université de Californie à Berkley
Media Diversity Institute

En partenariat avec


Center for Independent Journalism
Independent Journalism Centre
European Union of Jewish Students
ALDA - Association Européenne pour la Démocratie Locale
Association 'NEVER AGAIN'

Dans le cadre du projet Get the Trolls Out !

Septembre 2024



Table des matières

- 4 Introduction
 - 5 Méthodologie
 - 5 Questions
 - 6 Médias suivis
 - 6 Belgique - Médias francophones
 - 6 France
 - 7 Hongrie
 - 7 Moldavie
 - 8 Pologne
 - 8 Royaume Uni
 - 8 Résultats
 - 9 Présence de préjugés
 - 11 Utilisation de mots offensants et de stéréotypes
 - 13 Terminologie relative à l'attaque et à l'invasion de Gaza le 7 octobre
 - 14 Conclusion
 - 15 Produit par
- 

Introduction

Get the Trolls Out est un projet visant à lutter contre la discrimination religieuse dans l'espace médiatique européen. Sous la direction du **Media Diversity Institute** (MDI) et avec le soutien de **six partenaires répartis dans toute l'Europe**, la campagne vise à exploiter le pouvoir des médias sociaux pour diffuser des productions médiatiques innovantes et générer un dialogue afin d'opposer un contre-récit puissant aux diverses formes de discours de haine, tels que l'antisémitisme, la haine anti-musulmane et le sentiment anti-chrétien. Le projet rassemble des partenaires de sept pays : Royaume-Uni (Media Diversity Institute), Belgique (European Union of Jewish Students), France (Association européenne pour la démocratie locale), Allemagne (Neue deutsche Medienmacher*innen), Hongrie (Center for Independent Journalism), Moldavie (Independent Journalism Centre) et Pologne (Association 'NEVER AGAIN').

L'attaque du Hamas contre Israël le 7 octobre et l'invasion de Gaza qui a suivi ont déclenché une vague massive de reportages dans le monde entier. Lorsque les médias ont diffusé des informations sur le conflit lui-même ainsi que sur le contexte historique et religieux plus large, ils ont abordé les événements sous différents angles politiques et sociaux. Les partenaires de GTTO ont examiné la couverture médiatique dans leurs pays respectifs. Ce rapport présente les résultats. (Le partenaire allemand et la section flamande du partenaire belge ont adopté leur propre approche de la question et par conséquent leurs analyses seront publiées séparément).

Méthodologie

Les partenaires du projet GTTO ont évalué la couverture des événements, à partir de l'attentat du 7 octobre et jusqu'à la mi-juillet 2024, en se penchant sur les publications ou les organismes de presse qu'ils suivaient déjà. Les partenaires ont reçu une liste de questions servant de guide ou de piste à suivre. Leur tâche ne consistait pas nécessairement à fournir des réponses détaillées à chaque question spécifique, mais plutôt à donner un aperçu général des tendances en matière de couverture.

Les questions ont été réparties entre plusieurs grands thèmes, parmi lesquels on peut citer : le niveau de partialité dans les reportages, le langage utilisé pour décrire les participants au conflit ainsi que le conflit lui-même, et le recours aux généralisations et aux stéréotypes, entre autres. Voici la liste complète des questions :

Questions

- 1 Dans l'ensemble, dans quelle mesure la couverture du conflit est-elle équilibrée ou non ? Si elle n'est pas équilibrée, quel est le camp qui est favorisé le plus, et de quelle manière ?
- 2 Certains médias sont-ils plus équilibrés que d'autres ? Dans l'affirmative, pourriez-vous nous donner des indications sur la réputation et l'impact des médias précités ?
- 3 Est-ce que des termes dénigrants, haineux ou discriminatoires sont utilisés pour décrire les individus de l'un ou l'autre camp ? Dans l'affirmative, quels sont les termes spécifiques utilisés ? Par ailleurs, ces termes sont-ils utilisés par les sources citées dans l'article, ou font-ils partie du texte de fond et des informations fournies par le média ?
- 4 Quel est le terme utilisé pour désigner le conflit ? Pour certains, il s'agit de la « guerre Israël-Gaza », pour d'autres du « conflit de Gaza », de la « guerre de Gaza », de la « guerre israélo-palestinienne ».
- 5 Quels sont les termes utilisés pour décrire l'assaut contre Gaza (génocide, purification ethnique, etc.) ? Si l'on utilise le mot « génocide », est-ce que l'on fournit une définition officielle ?
- 6 Quels sont les termes utilisés pour décrire l'attaque du 7 octobre ?
- 7 Les médias parlent-ils souvent de solutions au conflit ? Si elles existent, quelles sont les options prédominantes ?
- 8 Dans les articles de presse, quelles sont les sources officielles citées par Israël et quelles sont les sources officielles citées par la Palestine ?

- 9 Au-delà des sources officielles, qui d'autre a été interviewé pour des commentaires du côté israélien, et qui a été interviewé pour des commentaires du côté palestinien ?
- 10 Les différentes communautés sont-elles traitées comme si elles étaient toutes identiques ? Les Palestiniens sont-ils tous présentés comme des partisans du Hamas ? Est-ce que tous les Israéliens, et tous les Juifs, sont présentés comme des partisans des actions du gouvernement israélien ?
- 11 Est-ce que l'opposition au gouvernement israélien et à ses politiques est présentée comme une forme d'antisémitisme ? Le sionisme est-il présenté comme une forme d'antisémitisme ?
- 12 Quelle est la définition de l'antisémitisme utilisée dans les médias de votre pays ?
- 13 Les médias examinés dans votre rapport ont-ils des conseils à donner à leurs journalistes sur la manière de présenter un conflit, en particulier celui entre Israël et Gaza ?
- 14 Est-ce que les titres et les sous-titres reflètent fidèlement le contenu des articles ?
- 15 Comment les éléments visuels, tels que les images et les vidéos, sont-ils utilisés dans les reportages sur le conflit entre Israël et Gaza, et quel est leur impact sur la perception de la situation par le public ?

Médias suivis

Les médias suivis par les partenaires n'étaient pas supposés représenter l'ensemble des organismes de presse de chaque pays. Les résultats ne doivent donc pas être considérés comme une analyse complète de la couverture médiatique du conflit, mais plutôt comme une fenêtre sur ce qui se passe dans certains médias consultés par des segments clés de la population. Chaque partenaire a décrit les médias suivis.

Belgique - Médias francophones

Les partenaires de GTTO en Belgique ont observé environ 20 à 30 sources, dont les principaux journaux, tels que *Le Soir*, *La Libre Belgique*, *La Dernière Heure* et *Sud Presse*, ainsi que les réseaux de médias sociaux, tels que Facebook, X (anciennement Twitter) et YouTube. Les médias sélectionnés pour la Belgique francophone sont les grands médias généralistes du pays, principalement des journaux et des sites d'information, sans orientation marquée vers la gauche ou la droite.

France

En France, nous avons analysé une trentaine de sources, notamment des organismes de presse de droite (*Boulevard Voltaire*, *Valeurs Actuelles*, *CNEWS*), des organes de presse de gauche (*Charlie Hebdo*, *Marianne*) et des organes de presse centristes (*Le Monde*, *Le Figaro*, *Le Point*).

Hongrie

En Hongrie, l'analyse a porté sur une centaine de titres et d'articles. Parmi ceux-ci, on compte des médias en ligne indépendants tels que 444, telex.hu, 24.hu, l'un des principaux hebdomadaires hongrois indépendants HVG et son site en ligne hvg.hu, le principal portail économique en ligne portfolio.hu, le premier site internet dédié à la vérification des informations en Hongrie lakmusz.hu, l'édition hongroise de la chaîne paneuropéenne Euronews, le journal en ligne de gauche MÉRCE, le média conservateur Magyar Hírlap, le site hirado.hu contrôlé par le gouvernement et le portail hongrois d'information en ligne PSM.

Moldavie

En Moldavie, environ 250 sources d'information ont été analysées.

Plus précisément, il s'agit de la chaîne de télévision Jurnal TV, un organisme de radiodiffusion indépendant ayant une couverture nationale, qui diffuse des journaux télévisés, des talk-shows, des programmes culturels, sociaux et sanitaires, des émissions de divertissement, des séries télévisées et des films. Rien ne semble indiquer qu'il y ait un parti pris contre ou en faveur d'un parti politique. Elle est favorable au processus d'intégration européenne et peut être considérée comme un soutien au parti au pouvoir, le PAS (Parti de l'Action et de la Solidarité), qui est un parti centriste.

Radio Moldova est le radiodiffuseur public national qui propose de nombreux programmes destinés à des publics divers et qui produit des contenus en roumain et en russe, ainsi que dans les langues des minorités ethniques. Rien ne semble indiquer qu'il y ait un parti pris en faveur d'un parti politique. Elle est favorable au processus d'intégration européenne et peut être considérée comme un soutien au parti au pouvoir, le PAS (Parti de l'Action et de la Solidarité), qui est un parti centriste.

Radio Chisinau est une chaîne de radio basée sur un projet lancé en Moldavie par Radio Romania et financée par le gouvernement roumain à travers le Département pour les Roumains à l'étranger. Elle produit des informations, des interviews, des talk-shows et diverses émissions audio en langue roumaine. Rien ne semble indiquer qu'il y ait un parti pris en faveur d'un parti politique. Elle est favorable au processus d'intégration européenne et peut être considérée comme un soutien au parti au pouvoir, le PAS (Parti de l'Action et de la Solidarité), qui est un parti centriste.

L'un des plus grands portails web de Moldavie en termes de part d'audience est www.unimedia.info dont le contenu principal est constitué par l'actualité (plus de 95 % du contenu total). En se basant sur la façon dont il couvre les événements, l'on peut dire qu'il favorise légèrement les partis affiliés à Shor (parti de centre-gauche).

Le portail www.stiri.md est un agrégateur de nouvelles qui republie une série de reportages provenant de diverses sources nationales et internationales. Stiri.md figure parmi les leaders du marché des médias en ligne en termes d'audience. Rien ne semble indiquer qu'il y ait un parti pris en faveur d'un parti politique. Il est favorable au processus d'intégration européenne et peut être considéré comme un soutien au parti au pouvoir, le PAS (Parti de l'Action et de la Solidarité), qui est un parti centriste.

Pologne

Concernant l'espace médiatique polonais, l'analyse a porté sur au moins 100 articles, incluant un mélange d'organisations de presse et de déclarations publiques faites par des personnalités politiques, à la fois dans les médias traditionnels et à travers leurs propres profils des réseaux sociaux.

Les organismes analysés comprenaient des médias connus pour leurs opinions xénophobes, tels que Dorzeczy.pl, wPolityce.pl, Nacjonalista.pl et Fronda.pl. En outre, Media Narodowe (National Media, TVMN) est une chaîne de télévision en ligne d'extrême droite, anciennement détenue par l'Association Independence March et subventionnée par le Ministère de la Culture. En 2023, l'Association 'NEVER AGAIN' a publié un rapport sur le niveau de haine diffusé sur la chaîne, ce qui a finalement conduit à sa suppression sur YouTube.

Parmi les autres médias analysés figurent Radio Zet, une émission de radio populaire, et « Najwyższy Czas ! » (« Il est temps ! »), un bihebdomadaire d'extrême droite. Parmi les personnes présentes sur les médias sociaux, figurent Aleksandra Kuz, candidate du Prawo i Sprawiedliwosc (PiS, Parti du droit et de la justice) aux élections législatives de 2023, le Premier ministre Mateusz Morawiecki, PiS, et Krzysztof Tuduj, membre du parlement de la Konfederacja.

Royaume Uni

Les médias analysés au Royaume-Uni pour ce rapport comportaient une variété de sources ayant des opinions politiques différentes. Les médias de droite comprenaient GB News, The Sun et The Telegraph, tandis que Spiked Online proposait un mélange de perspectives de droite et libertaires. On retrouve le Daily Express, considéré comme de centre-gauche, tandis qu'à gauche, le Guardian et 5PillarsUK présentent des points de vue différents. On a examiné The Jewish Chronicle, un hebdomadaire juif basé à Londres, ainsi que la BBC, un radiodiffuseur national de service public, et Sky News, une chaîne d'information commerciale diffusant 24 heures sur 24.

Résultats

Les partenaires de six pays - Belgique (francophone), France, Hongrie, Moldavie, Pologne et Royaume-Uni - ont fourni des réponses directes, parfois détaillées pour chaque question, mais le plus souvent regroupées. Le compte rendu ci-dessous se fonde sur ces six documents. Dans ce résumé, l'on a regroupé les réponses aux questions autour de trois grands thèmes : la présence de préjugés, l'utilisation de mots offensants et de stéréotypes, et la terminologie relative à l'attaque du 7 octobre et à l'invasion de Gaza.

Présence de préjugés

Les préjugés étaient fréquents dans les médias observés. Cependant, les tendances discriminatoires (par exemple, dirigées contre les Israéliens ou les Palestiniens) variaient d'un pays à l'autre, en fonction des orientations des organismes de presse ainsi que des contextes religieux et politiques nationaux.

En France et au Royaume-Uni en particulier, les organismes de presse situés à droite de l'échiquier politique ont eu tendance à se montrer plus favorables à la perspective israélienne. À l'inverse, ceux qui se situent à gauche sont plus susceptibles de mettre l'accent sur les préoccupations des habitants de Gaza et des Palestiniens et de considérer les actions israéliennes avec plus de scepticisme.

En France, selon l'ALDA, Le Figaro, Le Point, CNEWS et même un média traditionnellement de droite, Valeurs Actuelles, ont assuré une couverture médiatique équilibrée. Néanmoins, l'ALDA a également relevé que « nous devrions mentionner que le média d'extrême droite Boulevard Voltaire rapporte presque exclusivement les actes violents perpétrés par le Hamas ». En revanche, elle ajoute, « Le Monde, journal de gauche modérée, publie des articles plutôt négatifs sur Israël. Marianne, une autre publication de gauche, a tendance à présenter Gaza de façon favorable ».

Au Royaume-Uni, le MDI a constaté une tendance similaire et l'a reliée à l'audience démographique des différents médias. Comme on l'a précisé : « Les médias de droite tels que GB News, The Telegraph et The Sun font preuve d'une partialité notable dans leur couverture du conflit, montrant souvent de la sympathie pour Israël et présentant la partie palestinienne sous un jour plus négatif. Ces médias ont tendance à attirer un public d'âge moyen, conservateur et majoritairement blanc. En revanche, les journaux de gauche comme The Guardian s'adressent à un public plus jeune. Ils sont souvent perçus comme offrant des perspectives plus critiques sur les politiques et les actions d'Israël, tout en fournissant des plates-formes pour les opinions favorables aux intérêts des Palestiniens ».

En Hongrie, les médias de centre-droite qui adoptent une position plus pro-israélienne sont notamment ceux qui sont considérés comme favorables au gouvernement. Comme le Center for Independent Journalism (CIJ) a relaté : « Alors que le gouvernement Orbán a récemment tissé des liens plus étroits avec les régimes illibéraux, il est manifeste que les médias hongrois favorables au gouvernement sont plus proches de la position israélienne. » Il en résulte qu'« une position anti-palestinienne modeste [...] s'inscrit parfaitement dans le discours contre les réfugiés du gouvernement, qui prend principalement pour cible les migrants du monde arabe ». D'autre part, « les médias indépendants assurent une couverture régulière et équilibrée de l'évolution de la guerre ».

Par contre, les médias francophones de Belgique sont « plus favorables » aux Palestiniens, selon l'EUJS. « Israël est souvent (ou toujours ?) considéré comme Goliath, tandis que le peuple palestinien est considéré comme David », ont-ils précisé. « Il [le conflit] a toujours été perçu comme déséquilibré et, par conséquent, injuste ». Cette perspective est renforcée par le manque de mise en contexte, selon l'EUJS, avec des articles qui « ne relatent pas tous les événements, présentant Israël comme l'opresseur et Gaza comme la victime ».

En Moldavie, la plupart des documents publiés sur la guerre n'étaient pas des reportages originaux, mais du matériel provenant d'organismes de presse internationaux et de portails Internet, selon la ICJ. Dans la plupart des cas, ils ont constaté que les articles sélectionnés pour la republication ne présentaient pas de points de vue visiblement biaisés ou ne contenaient pas de matériel offensant. « Dans la majorité des cas, le contenu republié par les médias moldaves suivis a été conforme aux normes professionnelles et éthiques », ont-ils constaté.

La Pologne ne compte actuellement que de petites communautés de résidents juifs et arabes, et les médias nationaux ne se sont généralement pas beaucoup penchés sur le conflit du Moyen-Orient. Cependant, les médias de droite ont traditionnellement manifesté des préjugés à l'encontre des juifs et des musulmans, et depuis le 7 octobre, ils ont à nouveau fait preuve de ces préjugés dans leur couverture des événements, a rapporté l'Association 'NEVER AGAIN'.

Dès le lendemain de l'attentat, ont-ils expliqué, les événements ont été utilisés comme propagande pour les élections de la semaine suivante, le 15 octobre, qui comprenaient un référendum « xénophobe » sur l'immigration. La question posée dans le référendum était la suivante : « Êtes-vous favorable à l'admission de milliers d'immigrants illégaux du Moyen-Orient et d'Afrique, selon le mécanisme de relocalisation forcée imposé par la bureaucratie européenne ? ». Afin de soutenir cet agenda anti-immigrant, l'Association 'NEVER AGAIN' a indiqué que des « préjugés anti-musulmans » apparaissaient fréquemment dans les médias « parmi les réactions aux attaques du 7 octobre ».

Toutefois, la situation s'est quelque peu inversée avec les développements ultérieurs. Après l'invasion de Gaza par Israël, « la plupart des reportages de ces médias ont été vivement critiques envers Israël et compatissants à l'égard des souffrances des Palestiniens. Dans de nombreux cas, les critiques contre Israël ont été exprimées d'une manière qui a dépassé les bornes ».

Utilisation de mots offensants et de stéréotypes

Tout comme pour les préjugés, l'utilisation de mots offensants et de stéréotypes pour décrire l'un ou l'autre camp est fréquente dans les médias examinés, mais varie en fonction du pays et du contexte.

Dans certains cas, les médias de centre-droite sont associés à un langage et à des stéréotypes plus offensifs lorsqu'ils présentent les Palestiniens. En France, par exemple, l'ALDA a constaté que Boulevard Voltaire utilisait des termes « négatifs » pour les Palestiniens alors que « des médias plus modérés ont rapporté ces propos discriminatoires afin de donner un contexte et des informations, sans prendre position ».

Au Royaume-Uni, le MDI a relevé une tendance similaire. « Les tabloïds de droite comme GB News sont particulièrement sévères dans leur description des pro-palestiniens comme étant dangereux et imprudents ». Ils ont également été régulièrement présentés « comme des partisans du Hamas, des extrémistes ou des personnes incompatibles avec les valeurs britanniques ». En outre, la couverture s'est souvent concentrée sur les manifestations et a fait l'objet de titres sensationnalistes, tels que « Fureur lorsque 'UN MILLION' de manifestants pro-Palestine s'apprêtent à défiler à Londres le jour de l'Armistice ».

En Hongrie, les médias favorables au gouvernement ont tendance à stéréotyper les deux camps en recourant à une terminologie excessivement simplifiée pour caractériser des populations entières plutôt que d'identifier des sous-groupes qui diffèrent l'un de l'autre. Certains médias ont également eu tendance à dépeindre les critiques formulées contre le gouvernement de M. Netanyahu comme visant Israël et le peuple juif.

Cependant, d'autres organes de presse ont expliqué clairement que critiquer le gouvernement Netanyahu ne peut être assimilé à de l'antisémitisme. Autre point important, les médias hongrois ont largement diffusé les images des grandes manifestations organisées en Israël contre la politique du gouvernement Netanyahu. « La présentation des manifestations anti-gouvernementales en Israël dans les médias hongrois a prouvé que le peuple israélien n'est pas uni dans son évaluation de la question de la guerre et des mesures prises par le gouvernement », a rapporté le CIJ.

En Moldavie, où la couverture consistait principalement en des documents republiés d'ailleurs, l'IJC a constaté que les Palestiniens n'étaient pas dépeints comme des partisans du Hamas et que les Israéliens n'étaient pas tous considérés comme des partisans du gouvernement actuel et que le langage haineux et discriminatoire n'était pas systématiquement utilisé. Ils ont constaté que « ni les sources citées, ni les informations de base n'ont utilisé de termes et d'expressions qui auraient dérogé aux dispositions éthiques et juridiques ».

Néanmoins, ils ont ajouté que ce type de langage était présent dans les commentaires figurant dans certains des articles. Par exemple, sur le portail web www.unimedia.info et l'agrégateur de nouvelles stiri.md, de nombreux commentaires décrivaient les musulmans en des termes extrêmement négatifs : « des gens sauvages », « très dangereux », « croient vraiment que les infidèles doivent être tués » et « l'Europe les accueillera en tant que réfugiés, mais ils vont terroriser l'Europe. »

La plupart des informations qui s'opposaient au gouvernement israélien n'ont pas encouragé l'antisémitisme. Les médias n'ont signalé que les cas d'antisémitisme et les opinions officielles et officieuses à ce sujet. Par exemple, Jurnal TV a publié une interview avec une représentante d'une organisation de la société civile (la communauté juive de Moldavie) dans laquelle elle a déclaré que le niveau d'antisémitisme avait augmenté de façon considérable ces derniers temps en Moldavie et dans le monde entier.

En Belgique (francophone), l'EUJS a observé que les principaux médias n'utilisaient pas de langage ouvertement discriminatoire, mais qu'ils avaient parfois fait recours à des expressions « plus subtiles » comme des « messages subliminaux ». En particulier, les deux camps sont considérés comme monolithiques, selon l'EUJS. « Les Palestiniens sont considérés comme des victimes et les Israéliens comme des oppresseurs », ils ont relaté. De plus, comme en Moldavie, l'EUJS a noté que des termes « vraiment nuisibles et virulents » sont inclus dans les commentaires écrits par des individus sur les réseaux sociaux à propos de ces articles.

L'EUJS a également formulé une observation importante : « Nous souhaitons souligner le fait que dans de nombreux cas, le terme 'terroriste' n'est pas utilisé pour parler du Hamas, bien que ce groupe soit officiellement reconnu comme une 'organisation terroriste', tant par la Belgique que par l'Union européenne. C'est déplorable ».

En Pologne, au départ, « les stéréotypes antimusulmans étaient fréquents », a rapporté l'Association ,NEVER AGAIN', et la couverture médiatique a été utilisée pour tenter d'influencer les électeurs en vue de l'élection à venir. Le 8 octobre, Mme Kuz, du PiS, a publié sur ses réseaux sociaux des images horribles datant du 7 octobre et les a commentées : « Si vous ne voulez pas de ce genre de choses en Pologne, votez au référendum ».

Avec le temps, les médias de droite et les réseaux sociaux ont également commencé à critiquer Israël. Dans les semaines et les mois qui ont suivi, l'Association ,NEVER AGAIN' a rapporté que « les stéréotypes anti-musulmans, associant les musulmans, les terroristes et les réfugiés, ont été accompagnés de déclarations antisémites ». Sur Media Narodowe (National Media, TVMN), Radoslaw Patlewicz, un auteur d'extrême droite, a déclaré que la Pologne était mieux sans juifs ni musulmans car « nous avons de nombreux exemples historiques de la façon dont les juifs se sont comportés lorsqu'ils vivaient en masse en Pologne » et « après tout, nous savons ce que les musulmans font en Europe de l'Ouest ».

Terminologie relative à l'attaque et à l'invasion de Gaza le 7 octobre

Les médias ont adopté des approches différentes quant à la terminologie à utiliser pour parler de l'attaque du 7 octobre et de l'invasion de Gaza qui a suivi, et plus particulièrement quant à l'utilisation du terme « génocide » pour décrire cette dernière.

En France, les principaux organismes de presse ont qualifié l'assaut du 7 octobre d'« attaque » ou d'« offensive », rapporte l'ALDA, et « n'utilisent pas de termes accusateurs pour décrire l'assaut sur Gaza », préférant des termes tels que « représailles » ou « contre-offensive ». Même Marianne, pourtant orientée à gauche, a offert une tribune au journaliste franco-israélien Didier Eperlbaum, qui a décrit l'assaut israélien comme « la plus méchante des guerres, mais pas un génocide ».

En Moldavie, les termes utilisés dépendent des dispositions de la politique éditoriale des médias internationaux auxquels les médias moldaves se réfèrent. Parfois, les mêmes reportages utilisaient des termes différents pour décrire les événements. Concernant l'assaut sur Gaza, le mot « génocide » a été principalement utilisé dans les reportages sur les institutions internationales enquêtant sur les accusations contre Israël, ainsi que dans les commentaires des lecteurs sur ces articles.

En Belgique (francophone), les médias ont eu tendance à désigner les événements du 7 octobre comme un « massacre » ou des « attentats », selon l'EUJS. En même temps, l'on signale que l'invasion de Gaza a souvent été décrite comme un « génocide », même dans les principaux médias ; l'utilisation de ce terme a augmenté après que la Cour internationale de justice de La Haye a statué en janvier 2024 qu'il existait un « risque réel et imminent » qu'Israël commette un génocide dans la bande de Gaza.

« Même si, la plupart du temps, ils l'utilisent entre parenthèses, le fait même qu'il soit utilisé amène les gens à penser que le conflit en général et la situation à Gaza en particulier sont un génocide », a rapporté l'EUJS. Les médias en général ne définissent pas ce qu'ils entendent par ce terme, qui est également largement utilisé par les internautes dans les commentaires et les messages sur les réseaux sociaux, a ajouté l'EUJS.

En Hongrie, les médias ont utilisé des termes tels que « attaque terroriste » et « massacre du Hamas » pour évoquer le 7 octobre, précise le CIJ. Or, comme les événements ont évolué rapidement, ils ont constaté que « même dans le même article, les auteurs utilisent des expressions différentes pour décrire l'évolution de la situation ». Dans le même temps, étant donné que la Cour internationale de justice de La Haye a été saisie de la question, de nombreux articles ont exploré la signification juridique du « génocide » et les méthodes permettant de traduire les auteurs en justice.

Au Royaume-Uni, de nombreux médias, y compris de gauche, ont qualifié l'attentat du 7 octobre de « massacre », en utilisant fréquemment des « termes tels que "survivants" pour susciter de fortes réactions émotionnelles », a rapporté le MDI. Par rapport à ce conflit prolongé, ajoute le MDI, les journaux de droite l'appellent souvent la « guerre Israël-Hamas », tandis que les sources de gauche parlent de la « guerre Israël-Gaza », tandis que la BBC a tendance à alterner entre les deux.

De même, les sources de droite emploient rarement des termes tels que « génocide » ou « nettoyage ethnique » lorsqu'elles évoquent l'assaut de Gaza. « Le plus souvent, ils considèrent qu'il s'agit de représailles de la part d'Israël et ne condamnent généralement pas ces actions », rapporte le MDI. Néanmoins, ces médias ont relaté les accusations de génocide portées contre Israël devant la Cour internationale de justice de La Haye.

En Pologne, l'Association 'NEVER AGAIN' a indiqué que l'utilisation du mot « génocide » a été combinée avec « le stéréotype consistant à dépeindre Israël comme un descendant direct - ou une incarnation - de l'Allemagne nazie... une caractéristique commune du discours antisémite dans le contexte de l'après-7 octobre ». Sur un canal de réseaux sociaux, Grzegorz Braun, un membre antisémite du Parlement polonais appartenant au parti d'extrême droite Konfederacja, a déclaré qu'Hanoukka était une fête « sombre, sauvage, raciste, tribale et talmudique », « un acte de ressentiment raciste » et « une célébration d'un génocide juif de non-Juifs ».

Conclusion

Les partenaires de six pays de GTTO ont examiné plus de 500 reportages sur les événements survenus en Israël et dans la bande de Gaza depuis le 7 octobre 2023. Ils ont répondu à une série de questions sur les préjugés, le langage discriminatoire et offensant et d'autres caractéristiques pertinentes. Ces réponses ont été reçues de partenaires en Belgique (médias francophones), en France, en Hongrie, en Moldavie, en Pologne et au Royaume-Uni.

En analysant le matériel, les partenaires ont trouvé de nombreuses preuves de reportages biaisés et de langage et de stéréotypes offensants et discriminatoires. Ces tendances varient d'un pays à l'autre, en fonction des médias suivis, du contexte politique, des traditions historiques et d'autres facteurs, mais quel que soit le camp du conflit favorisé dans un reportage individuel, la diffusion à grande échelle de ce matériel a clairement le potentiel d'exacerber les tensions dans chacun des pays participants.

Produit par

Sous la direction du Media Diversity Institute (MDI) et en collaboration avec six organisations partenaires réparties dans toute l'Europe, *Get The Trolls Out !* vise à lutter contre les discours de haine antireligieuse dans le paysage médiatique européen en identifiant et en répondant aux récits haineux sur le judaïsme, l'islam, le christianisme et d'autres religions que l'on trouve dans les médias traditionnels et en ligne.



Media Diversity Institute - Royaume-Uni

Le [Media Diversity Institute \(MDI\)](#) est le partenaire principal de *Get The Trolls Out !* Il travaille au niveau international pour encourager et faciliter une couverture médiatique responsable en matière de diversité. Il vise à empêcher aux médias de propager, intentionnellement ou non, des préjugés, de l'intolérance et de la haine qui peuvent conduire à des tensions sociales, à des controverses et à des conflits violents. Au contraire, le MDI encourage une couverture médiatique équitable, précise, inclusive et sensible afin de promouvoir la compréhension entre les différents groupes et cultures.



Association 'NEVER AGAIN - Pologne

L'Association '[NEVER AGAIN](#)' est une organisation indépendante de la société civile fondée à Varsovie en 1996. Elle a mené des campagnes contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie, pour la paix, le dialogue interculturel et les droits de l'homme en Pologne et dans le monde.



The Independent Journalism Centre - Moldavie

L'[Independent Journalism Centre](#) (IJC) est une organisation de la société civile à but non lucratif et apolitique de la République de Moldavie. Depuis 1994, l'IJC promeut le respect du droit à la liberté d'expression et à l'accès à l'information. Il soutient le journalisme professionnel par la formation et l'assistance, contribue à l'amélioration de la législation sur les médias en élaborant des politiques publiques, et encourage l'esprit critique chez les jeunes et les adultes par des programmes d'éducation aux médias.



European Union of Jewish Students - Belgique

L'**European Union of Jewish Students (EUJS)**, partenaire-cadre de la Commission européenne, est l'organisation pluraliste, inclusive et non partisane qui regroupe les associations d'étudiants juifs dans 36 pays du continent. En tant que représentation démocratique et dirigée par des pairs des 160 000 jeunes juifs d'Europe, l'EUJS représente ses membres auprès des institutions européennes, de l'OSCE et du CDH des Nations Unies, ainsi qu'auprès d'autres grandes organisations juives.



Center for Independent Journalism - Hongrie

Le **Center for Independent Journalism** soutient le journalisme d'intérêt public et travaille à la création d'un environnement médiatique qui protège et promeut la liberté d'expression et la liberté de la presse. Depuis sa création, le CIJ a formé des milliers de journalistes, d'étudiants en médias et de dirigeants sans but lucratif. Le CIJ publie et promeut également des matériels de formation.



ALDA - France

L'**ALDA - Association européenne pour la démocratie locale** est une partie prenante clé dans le domaine de la démocratie locale, de la citoyenneté active et de la coopération entre les autorités locales et la société civile en Europe, dans son voisinage et dans le monde entier, agissant principalement à travers des méthodes participatives et la coopération décentralisée. L'ALDA est une organisation regroupant plus de 300 membres, dont des autorités locales, des associations d'autorités locales et des organisations de la société civile, provenant de plus de 54 pays d'Europe et d'ailleurs.

GET THE TROLLS

Couverture médiatique du conflit Israël-Gaza
dans les pays d'opération de GTTO